

02 fev 2011 / 10:30

França: Estados Gerais do Serviço Público

Les services publics, pour la CGT du Portugal, sont la base, le support d'un État vraiment sociale et solidaire. Éducation, Santé, Sécurité Sociale, mais aussi Justice, l'eau, l'environnement et d'autres domaines sont des biens essentiels au centre des fonctions sociales de l'État pour répondre aux droits fondamentaux des citoyens. Et c'est l'État qui devrait avoir la responsabilité, non seulement de son financement et de sa régulation, mais aussi de sa promotion. Nous acceptons que, dans des conditions exceptionnelles de carence de réponse publique, ou d'incapacité pour y répondre, l'État peut faire des contrats avec des promoteurs privés, mais ça doit toujours rester un régime d'exception et transitoire.

La tendance à la privatisation, des politiques néolibérales, dans les pays qui ont une forte présence des services publics, produit souvent une confusion chez les citoyens et crée des illusions sur une meilleure qualité des services privés.

C'est normal que, dans les campagnes de dévalorisation sociale des travailleurs de la fonction publique, ces politiques utilisent des mensonges sur la compétence et la qualité professionnelle de ces travailleurs, le capital et les politiques qui le servent, veut faire passer l'idée de que le service public est ce que l'État paie, alors que les promoteurs sont privés. Il y a des situations en que, à ce propos, les gouvernements établis ce qui on appelé le partenariat public-privé que, rapidement, coûte beaucoup plus dans point de vue tant financiers que social. À cause de ces partenariats, l'État reste otage de ces promoteurs, qui parfois sont sans scrupules.

D'un autre côté, ces promoteurs privés, quand ils entendent qu'on a pas besoin d'eux, parce que le service public de l'État répond aux nécessités, ils promeuvent des campagnes qui parlent d'une supposée liberté d'option des citoyens qui pourrait réclamer son droit de choisir, par exemple, l'école de son fils ou l'unité de santé, même publique ou privée et ils exigent que, dans ses cas, l'État paie ce que les citoyens ont choisi. Le droit de choisir est légitime, mais il n'est pas légitime que ceux qui ont choisi le privé veuillent que tous, avec leurs impôts, paient l'option du privé.

Le débat principal, au Portugal, c'est sur le futur des services publics, son affirmation et sa consolidation, qui inclut la qualité des réponses. Comment faire pour que la société portugaise soit vraiment solidaire, sans que la solidarité signifie **charité** et sans qu'une appui social soit une aumône.

Fondamentale pour les services publics et son fonctionnement, sont ses ressources humaines, les fonctionnaires de l'administration centrale, régionale et locale et des domaines spécifiques, comme l'Éducation ou la Santé.

Malgré son professionnalisme et son dévouement, qui sont très importants pour l'organisation et le fonctionnement des services, les fonctionnaires ont été des premiers et principaux victimes des politiques que, dans les dernières années, sous la direction du groupe des commissaires de Barroso, sont appliqués au Portugal pour José Sócrates, qui se dit socialiste, mais il est seulement un homme de main du couple Merkel / Sarkozy, les commandants d'un capitalisme néolibéral qui, il y a beaucoup de temps, a fixé les chemins économiques, sociaux et politiques de la communauté européenne.

Les fonctionnaires publics portugais sont victimes des politiques qui dévalorisent leurs salaires, leurs carrières, qui aggravent leurs conditions de travail, qui provoquent un grand degré de précarité, qui dégradent ses acquis sociaux, par exemple, sur la santé, le chômage et le montant des retraites.

Comme ce n'était pas suffisant, le gouvernement a décidé pour cette année, avec la justification d'une crise qui n'est pas de la responsabilité des travailleurs, mais du profit du capital, a réduit plus en plus la dépense publique, surtout avec l'emploi et les salaires des travailleurs.

Ils ont changé les lois du travail pour qu'il puisse licencier facilement les travailleurs et sans grands coûts; ils ont réduit leurs salaires jusqu'à dix pour cent – qu'on considère, vraiment, un **vole** aux personnes qui travaillent et sont sérieux – et il prépare des mesures qui auront des conséquences terribles pour l'emploi, provoquant une grande augmentation du chômage, avec le licenciement des milliers des précaires, mais aussi des titulaires. Pour ceux qui travaillent, ils ont imposé un régime d'évaluation qui sert, seulement, pour fiscaliser et contrôler bureaucratiquement et politiquement les travailleurs, et exercer aussi des pressions et des chantages inacceptables dans un État de droit démocratique.

La lutte des travailleurs du Portugal, de tous les travailleurs du public et du privé, est très forte, mais la lutte des fonctionnaires est particulièrement forte. L'attaque contre les services publics et ces travailleurs est faite sous la justification d'une **supposée** réorganisation de l'Administration Publique, qui a choisi ces travailleurs comme le centre du problème. L'objectif fondamental est la dévalorisation des services, fragiliser les réponses, créer l'insatisfaction aux citoyens, pour qu'il soit possible, progressivement, réduire et même **démanteler** l'État Social, pour qu'il donne des réponses minimales, seulement pour les plus pauvres et les indigents.

Comment changer cette situation? Avec des investissements aux services publics et à l'Administration Publique, avec des ressources adéquates, avec la valorisation de ces travailleurs et de ces conditions de travail, avec un vrai financement des domaines essentiels aux citoyens. Par exemple, Santé, Éducation et Sécurité Sociale.

Mais, dans le contexte de la crise, comment obtenir l'investissement qu'il faut, quand les salaires sont très faibles, la précarité très élevée et une taxe de chômage aussi très élevée? Comment faire quand, pour ces causes, le niveau des impôts se réduit, à cause

de la réduction du travail et des salaires?

Pour nous, la solution passe par un combat effectif contre la fraude clandestine qui, dans notre pays, a un montant de 35 milliard des millions d'euros; par un combat contre les grands dépêrditions qui persiste dans l'administration et toutes les bureaucracies des structures **intérmédiaires** qui sont dirigé pour qu'on appelle des "boys" politiques qui ont des emplois qqui ne sont pas nécessaires et même nuisible pour l'efficacité des services et de son fonctionnement.

Les travailleurs portugais, pas seulement les fonctionnaires, luttent pour la qualité des services.

C'est une lutte qui est passé par des manifestations avec plus que trois cents milles travailleurs, qui a passé par la plus grande greve général qui a eu lieu le 24 novembre et, comme la lutte continue, nous avons déjà prévus des grandes actions pour février, mars et avril et avec aussi une grande expression au premier mai.

Cette lutte est aussi une lutte pour la démocratie, pour le dialogue et la négociation, c'est la lutte qu'on développe au Portugal et que, aujourd'hui appelle à une grande articulation internationale, en particulière dans l'Europe qui est sous le joug de ces politiques. Une lutte pour une Administration Publique de qualité, **transparente**, avec des réponses équitables et efficaces en fonction des besoins du peuple, comme, au Portugal, l'impose la Constitution démocratique qui dit que les services rendues par l'Administration Publique doivent être gratuites.